



## VALENCE : LES TRAVAILLEURS S'ENTRAIDENT LES PIEDS DANS LA BOUE, LE PATRONAT ET TOUTES LES AUTORITÉS ONT DU SANG SUR LES MAINS

*Voitures englouties, renversées, murs et meubles fracassés, arbres tordus, arrachés, balayés par un déluge de boue ; et depuis des jours l'élan de solidarité et les secours, souvent improvisés, qui fouillent les décombres à la recherche de survivants, qui déblayent les rues sinistrées pour rebâtir le plus urgent... les images de la région de Valence (Espagne) peuvent à peine évoquer la violence et le choc subi après les inondations de mardi et mercredi dernier. Avec 200 litres d'eau de pluie par mètre carré, l'énorme vague, qui atteignait un niveau de deux mètres par endroits, a tout emporté sur son passage. Le bilan provisoire s'établissait à 213 morts dimanche matin, alors que 1900 personnes seraient encore portées disparues. Une catastrophe qui n'avait pourtant rien d'inévitable.*

### Les responsabilités écrasantes des autorités et du patronat

Bien sûr, rien ne pouvait arrêter la tempête elle-même, aléa climatique à la force exceptionnelle. Mais elle était parfaitement prévue déjà une semaine avant. Comme l'affirme le journal Le Monde : « Les autorités disposaient de toutes les informations pour préparer un plan d'évacuation ou interdire les déplacements non essentiels. » Et pourtant, ni la droite à la tête de la région, ni la gauche à la tête du pays n'ont esquissé le moindre geste. Les messages d'alerte graves ne sont arrivés qu'après que les crues avaient déjà submergés des routes et des villages entiers, piégeant tous ceux qui tentaient de rentrer chez eux.

Il fallait que l'économie tourne ! Certaines entreprises, comme Uber ou Mercadona (une chaîne de supermarchés), ont obligé leur personnel à continuer leur travail après le début de la tempête. Combien de vies humaines perdues pour des chiffres d'affaires ?

Il y a un an, à Madrid, la maire de la ville avait lancé un plan d'urgence devant des risques similaires de crues, qui n'avaient finalement pas touché l'agglomération... à quelques kilomètres près. Erreur intolérable pour les syndicats patronaux ! Alors que le réchauffement climatique accélère la fréquence de ces événements extrêmes, que des protocoles devraient anticiper les risques accrus, ce que les politiciens surveillent comme le lait sur le feu, ce sont les jérémiades du patronat et les cours de la Bourse.

### La solidarité de ceux d'en bas face à l'incurie et à la calomnie de ceux d'en haut

Alors que la population de la région n'a pas eu accès rapidement au minimum pour survivre, notamment de l'eau et de la nourriture, les pouvoirs publics se sont indignés que certains magasins aient été « pillés »...

En réalité, la population n'a pas attendu les secours officiels pour se débrouiller et organiser la solidarité, par milliers de volontaires. Et il valait mieux ! Car non seulement rien n'a été fait avant la catastrophe, mais les autorités ont attendu plus de trois jours après les crues pour déclencher un plan de mobilisation d'urgence de milliers de pompiers, de policiers et de soldats... dont certains auront sans doute pour tâche, urgente à leurs yeux, de protéger les vitrines des bijoutiers ! Alors quand le roi, la reine d'Espagne et le Premier ministre ont visité la région ce dimanche, pour faire dans l'émotion et tenter de calmer les gens, les habitants les ont accueillis avec des huées méritées et aux cris de « Assassins ! Assassins ! ». Ils ont dû fuir.

Oui, la bourgeoisie et son État ont du sang sur les mains. En temps de crise comme en temps normal, leurs profits passent avant nos vies. Les trésors de solidarité et d'abnégation que les classes populaires déploient dans les pires situations montrent que ce n'est pas une fatalité. Mais pour rebâtir un monde nouveau, à Valence comme partout ailleurs, ce sont les exploités qu'il faudra déblayer de la route.

**Abonnez vous à la Newsletter du NPA Révolutionnaire de Grenoble en scannant le QR code ou à l'adresse suivante :**

<https://framalistes.org/sympa/subscribe/newsletternpagrenobleisere>



**Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :**



NPA Grenoble Isère



[npa.revo.grenobleisere](https://www.instagram.com/npa.revo.grenobleisere)



[npa-révolutionnaires.org](https://www.npa-revolutionnaires.org)



[npa.revo.grenoble](https://www.tiktok.com/@npa.revo.grenoble)



[npa.grenobleisere@gmail.com](mailto:npa.grenobleisere@gmail.com)

# LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

## La direction du CHAI pas pressée pour embaucher

Quand le CHUGA met quelques jours pour valider l'embauche d'un soignant, la direction du CHAI met 6 semaines. Si la direction des soins propose rapidement des entretiens aux postulants et donne une réponse en quelques jours, derrière, le service des ressources humaines propose un début de contrat 5 à 6 semaines plus tard... Pas très attractif pour une personne qui cherche à travailler en services de psychiatrie, et déloyal vis-à-vis des soignants déjà en souffrance, qui attendent du renfort pour pouvoir poser leurs congés un plus sereinement. Multiplié par le nombre de postulants, c'est une belle économie réalisée par le CHAI sur le dos des soignants, et de la fatigue supplémentaire pour ces derniers, provoquée par les Permutéos qui foisonnent.

La suite ? La fermeture des lits par manque de soignants, et le tour est joué ! Voilà qui devrait permettre de compenser la baisse du budget proposée par notre premier ministre ! Vous avez dit cynique ?

## A l'ESM de Grenoble, un transfert qui passe mal !

Dans un contexte de concurrence entre mutuelles de santé, montrant toute l'horreur de la marchandisation de la santé, la MGEN a créé en VYV pour rester concurrentielle, et a signé en 2017 un accord prévoyant le transfert de l'ensemble des 35 établissements de santé nationaux et des 4000 salariés qui y travaillent vers les nouvelles structures de VYV. A Grenoble, ce sont pas moins de 20 travailleurs de la MGEN qui accueillent des patients à l'hôpital de jour de santé mentale de Grenoble (ESM).

Problème ? Les travailleurs de la MGEN s'inquiètent (et à raison!) d'une possible perte de leurs acquis sociaux durant le transfert !

Ils appellent à une grève nationale ce mardi 5 Novembre, pour défendre leurs acquis sociaux... et peut-être en gagner des nouveaux ?

## Grève à Villeuveve-de-Berg (Ardèche) contre les statuts précaires dans l'hôpital

Alors que la précarité des statuts de nos collègues dans les hôpitaux continue de s'accroître, certains hôpitaux choisissent la lutte. C'est le cas de nos collègues d'Ardèche !

A l'hôpital Claude-Déjean, un préavis de grève a été lancé depuis le 17 Octobre. En effet, alors que la moyenne nationale du pourcentage de contractuels (déjà bien trop élevée) est de 20 %, elle s'élève dans cet hôpital à plus... de 36 % ! Soit 136 agents contractuels sur les 396 qui y travaillent !

Cette situation, qui prive ces collègues de l'accès à des primes, au déroulé de carrière et les maintient dans une situation permanente de précarité, est également un moyen pour les collègues de manifester leur colère contre la direction. En effet, l'avancement de grade effectif, pourtant obligatoire au 1er Janvier 2024... n'a pas eu lieu !

Cette grève montre que tous les travailleurs de l'hôpital, contractuels ou titulaires, peuvent et doivent se battre ensemble pour obtenir de meilleures conditions de travail. Un exemple de lutte à étendre dans d'autres hôpitaux ?

## Mais qui va soigner nos carences ?

Le gouvernement vient de dégainer une nouvelle attaque pour gaspiller quelques centaines de millions : passer d'un à trois le nombre de jours de congés maladie non pris en charge par la Sécu pour les fonctionnaires et baisser à 90% la rémunération dudit congé quand il se prolonge !

D'après les mensonges gouvernementaux, les fonctionnaires abuseraient des congés maladies...

C'est bien connu qu'on veut jamais travailler. C'est surtout qu'ils veulent encore faire des économies sur notre dos et que ça leur évite d'embaucher du personnel pour nous remplacer ! Si aujourd'hui les arrêts maladies existent, et que des collègues ne sont pas remplacés, c'est bien parce que nos conditions de travail se dégradent. Ils nous tuent à la tâche au boulot, et voudraient qu'on s'excuse d'être malades ?!... Jusqu'à quand ?

## Toujours plus de destruction dans la santé !

Alors que la pandémie de COVID 19 avait été l'occasion de belles promesses de la part de Macron, la réalité 4 ans après est toute autre. La DRESS met en avant l'ampleur de la destruction de la santé avec 43 500 lits en moins dans les hôpitaux depuis 2013. L'année 2023 à elle seule, aura vu la suppression de 4900 lits d'hospitalisation complète, loin d'être compensée par 3489 lits d'hospitalisation de jour.

Nul doute que 2024 ne dérogera pas à la règle, et que 2025 suivra dans cette droite lignée alors que le gouvernement vient d'annoncer une réduction du budget de l'état de 60 milliards d'euros.

De la nécessité d'un mouvement d'ampleur pour stopper le gouvernement et les patrons. 4 syndicats de la santé (CGT, FO, SUD et UNSA) ont déjà déposé un préavis de grève du 4 novembre au 21 décembre. Qu'en sera-t-il ?

